

Compte rendu Groupe de Travail SEGPA du 22 novembre 2019

Présents pour l'administration : Patricia MONTEIL, Pascal RIEUX, Fabienne TRAJAN, Paul COUTURE, Valérie LEBRAUD, Jean-Philippe BICHAUD, Gilles DUMONT.

OS présentes : FSU, Unsa Éducation, SNETAA FO, SGEN.

Séance introduite par la lecture de la lettre ouverte des enseignants de SEGPA de l'académie de Limoges que vous trouverez ci-joint.

Cette déclaration est approuvée par la quasi totalité des OS présentes.

Engagement avait été pris le 26 juin dernier, de proposer que le temps de sous-service des collègues PLP soit effectué en lycée professionnel pour valoriser ce temps de sous-service.

Les OS interpellent l'administration sur l'équité des dédoublements et les incidences qu'il y a sur les DGH des établissements. Les suppressions d'heures créent des disparités en fonction des établissements et ne permettent plus des dédoublements pour le travail en atelier et ni de respecter la circulaire en vigueur.

Selon Mme TAJAN, toutes les SEGPA sont dotées de la même façon, les différences se font au niveau de la répartition de la DGH dans les établissements. *« On peut faire de la découverte professionnel sans être à 8 sur un plateau technique ».*

Mme LEBRAUD intervient sur la pédagogie en plateau technique en faisant une comparaison CAP et SEGPA, certain élèves peuvent travailler sur les machines pendant que d'autres travaillent la théorie dans une autre pièce.

C'est ici la démonstration que le choix de supprimer 8h à toutes les SEGPA en première intention était bien un choix budgétaire et non pédagogique : la baisse de DGH donne lieu à des conséquences disparates sur le territoire remettant en cause l'équité de l'offre scolaire aux élèves de SEGPA.

Nous insistons sur un accompagnement de plus en plus faible avec un net recul du taux d'encadrement (baisse des DGH et une augmentation des effectifs) alors que les profils des élèves exigent un accompagnement accru. Nous devons adapter les parcours des élèves et les accompagner correctement. De plus, les effectifs, de manière générale, sont en constante augmentation.

Nous revenons sur la découverte professionnelle qui se décline par une partie manuelle, une partie orientation ou technologie disciplinaire. **Au départ, le rectorat attaquait les SEGPA sur 8 heures. Mais l'orientation en classe entière est aujourd'hui très compliquée voire impossible. Les collègues sont en souffrance sur ces deux heures alors que la fonction même, du fait de l'évolution des profils des élèves est déjà compliquée.**

Mme TAJAN : les corps d'inspection référents sont allés à la rencontre de collègues PLP pour se rendre compte des réalités et des difficultés rencontrées sur le terrain. Le but est d'avoir un bilan d'ici les vacances de décembre et de donner des pistes pour cette gestion en classe entière.

Nous notifions que cela ne nous convainc pas. Il est inconcevable que le choix de supprimer des heures soit pris sans mesurer et anticiper les conséquences dramatiques qu'il produit dans les classes et pour les collègues alors même que les organisations syndicales avaient alerté sur ces conséquences !!!

L'attention est portée aussi sur la problématique liée à la mobilité des élèves par rapport aux Lycées

professionnels et/ou agricoles qui seront potentiellement choisis par les élèves.

Les collègues en SEGPA ont déjà de la découverte professionnelle en dehors de leur champs, en fonction des offres professionnelles à proximité.

Présentation du plan de formation :

Le contenu des journées suivantes a été défini en équipe par les corps d'inspection et présenté aux directeurs de SEGPA.

3 journées proposées :

* 27 novembre : **bilan sur la rentrée / présentation de nouveaux outils numériques comme des casques de réalité virtuelle.**

Nous craignons que cet outil vienne remplacer du contenu et que le coût de cet outil ne permette pas aux établissements de s'en doter ou du moins pas de manière satisfaisante.

* 12 décembre : **Liaison école/Collège ; SEGPA / Lycée professionnel en lien avec les difficultés de mobilités sur le territoire.**

* 20 janvier : **Démarche de projet collaboratif entre enseignants.**

Nous insistons bien sur le fait que les collègues de SEGPA ne sont pas contre l'usage du numérique en SEGPA ni contre de nouveaux projets ni contre la découverte de nouvelles modalités pédagogiques. Mais aujourd'hui sans dédoublement possible et avec un public tellement décalé sur le terrain par rapport aux formations proposées aux enseignants, ces enseignements sont impossibles. Par ailleurs, pour engager des évolutions pédagogiques, il faut que les personnels soient rassurés sur leurs conditions d'exercice. Ici, il est décidé d'engager des évolutions pédagogiques fortes tout en dégradant les conditions d'exercice des personnels et de scolarisation des élèves.

M. BICHAUD fait part de son souhait de tenter d'aller vers ces outils innovants et si le constat final est fait que cela ne fonctionne pas, l'administration reviendra en arrière.

L'impression est donnée que ces modalités de formations basées sur l'innovation sont menées dans la précipitation par rapport à la baisse de DGH de l'année dernière dont le constat va à l'encontre des volontés préalables de l'administration.

L'administration avoue ne pas s'être saisie des textes de 2015 et que l'adaptation a tenté d'être faite pour cette année. Le travail mené auprès des 3e prépa pro(métiers) n'a pas été mené sur les SEGPA et M. Couture présente ses excuses par rapport à cela.

Une comparaison est faite entre la 3e prépa métier et la SEGPA, si hier les profils n'étaient pas vraiment différents, aujourd'hui et encore plus à l'avenir, les profils vont diverger du fait de l'inclusion toujours plus grande des élèves en situation de handicap.

La volonté est de favoriser la réussite des élèves de SEGPA en enlevant des moyens mais en formant les enseignants : il est demandé aux corps d'inspection s'ils ont la certitude que les personnels pourront assurer la réussite de tous les élèves en dégradant les taux d'encadrement. Nous n'aurons pas de réponse.

Question des PLP en sous-service :

On se réjouissait d'avoir des équipes stables mais aujourd'hui ce n'est plus le cas car les collègues se retrouvent sur plusieurs établissements voire demandent régulièrement leur

mutation car n'acceptent plus cette situation.

Nous évoquons les situation des collègues devant faire un complément de service dans un LP.

L'administration n'impose pas aux collègues de travailler avec un lycée professionnel en particulier, si il n'y a pas d'acoïntances, d'autres solutions peuvent être envisagées. Dans tous les cas, les inspecteurs se sont déplacés pour rencontrer et accompagner les collègues.

Les champs des collègues ont été respectés ainsi que la zone géographique des établissements vers lesquels vont en majorité les élèves de la SEGPA.

Le temps de travail sur le Chef-d'œuvre semble privilégié pour cette intervention car il représente un moment d'autonomisation des élèves de SEGPA en CAP durant lequel ils rencontrent de grandes difficultés. Il s'agit de les accompagner au mieux sur ce moment là par un soutien méthodologique. 3 heures de chef-d'œuvre et 3h30 d'accompagnement personnalisé dans la semaine pour les élèves.

L'ensemble des organisations demande à l'administration que, même s'il ne s'agit pas de « partage de service réel », ces interventions doivent se faire dans le respect du cadre statutaire des personnels en particulier si les établissements sont éloignés. (frais déplacements, allégements de service)

Pour nous, si le besoin est identifié d'accompagner les élèves de SEGPA en CAP, alors cette mesure doit être financée et offerte à tous les élèves. Enfin, il est impressionnant de mesurer la débauche d'énergie pour faire accepter l'utilisation des sous services dans des LP de proximité pour mettre ne œuvre un accompagnement non obligatoire alors qu'il aurait été si simple de maintenir les PLP sur leur SEGPA pour assurer les dédoublements nécessaires pour la mise en œuvre de la découverte professionnelle.

Nous étudions ensuite la situation des directeurs-trices de SEGPA en Creuse :

Seule la SEGPA de Guéret à un poste de DACS à temps plein.

Des demandes renouvelées ont été faites pour passer les SEGPA de Bourganeuf, Chatelus Malvaleix, La Souterraine et Aubusson à temps plein.

Le rectorat envisage de pourvoir d'un demi support supplémentaire les SEGPA de Chatelus Malvaleix et Bourganeuf sur ces deux établissements du fait des effectifs plutôt élevés. Il considère que les effectifs d'Aubusson et La Souterraine ne le justifie pas.

Nous rappelons l'importance du directeur-trice de SEGPA pour la préparation de l'orientation, la relation avec les écoles de secteurs et pour le lien avec les familles. La présence d'un-e psychologue de secteur est également déterminante pour favoriser l'orientation des élèves en difficultés graves et persistantes vers les structures SEGPA.

Après discussions, Madame TAJAN indique qu'elle soumettra également la situation de La Souterraine aux arbitrages.